

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

(P.G.C.S.P.S.)



Maitre d'Ouvrage

COMMUNE ESSARTS EN BOCAGE
51 rue Georges Clemenceau - Les Essarts
85140 - ESSARTS EN BOCAGE



Maitre d'Œuvre

QUATTRO ARCHITECTES
45 rue Jacques Yves Cousteau
85000 - LA ROCHE SUR YON

Désignation du chantier

Création de la mairie de Sainte-Florence

Adresse du chantier

RD 13 - Sainte Florence
85140 - ESSARTS EN BOCAGE

Etabli le	Révision	Indice	Coordonnateur SPS
03/10/2022		0	Cyrille GERMOND

Opération de catégorie Catégorie 3 avec risques

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES DANS LE DOCUMENT

AIPR	Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail
CHSCT	Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail
CSE	Comité Social Economique
CSPS	Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé
CSSCT	Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail
DIRECCTE	Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DDETS	Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
DDTM	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
DICT	Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux
DIUO	Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
OPPBTP	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics
PEMP	Plateforme Elévatrice Mobile de Personnel
PGCSPS	Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
RJ	Registre Journal

SOMMAIRE

GÉNÉRALITÉS	3
1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	7
1.1. Présentation de l'opération	7
1.2. Intervenants	8
1.3. Organismes de prévention institutionnels	8
1.4. Services d'urgence	9
1.5. Concessionnaires (Extrait Guichet Unique)	9
1.6. Administrations	9
1.7. Liste des entreprises – Lots	10
2. ANALYSES PRELIMINAIRES DU CHANTIER	11
3. ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	13
3.1. Préliminaires aux travaux	13
3.2. Installation de chantier	13
3.3. Installations obligatoires sur les chantiers du BTP	15
3.4. Milieu dans lequel se déroule l'opération	16
3.5. Organisation du chantier	17
4. MESURES DE COORDINATION APPLICABLE A L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS EN MATIERE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	19
4.1. Règles générales	19
4.2. Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales	19
4.3. Manutention matériaux et matériels	20
4.4. Protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale	20
4.5. Stockage et élimination des différents matériaux, déchets, matières et décombres	22
4.6. Mesures prises en matière d'interaction sur le site	23
4.7. Ordre et salubrité	23
4.8. Renseignements pratiques propres au secours	23
4.9. Epidémie de COVID-19	25
5. MESURES DE COORDINATION AFFECTEES A DES LOTS EN MATIERE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	26
6. COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	29
6.1. Tout intervenant sur chantier	29
6.2. Entreprises désignées par le maître d'ouvrage	29
6.3. Prestations type « location avec chauffeur »	29
6.4. Prestataire de service	29
7. MISSION COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	30
LISTE DES ANNEXES DU PGC	32

GÉNÉRALITÉS

L'opération concernée par le présent PGCSPPS est soumise aux dispositions réglementaires prescrites par la loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 et le décret 94-1159 du 26 Décembre 1994 relatifs à la prévention des risques et la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil.

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur le chantier de bâtiment ou de génie civil, un certain nombre de dispositions a été retenu pour mettre en œuvre les principes généraux de prévention et a été transcrit dans ce plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPPS).

Ce document a été établi grâce aux ressources documentaires de l'INRS, l'OPPBTP et la CARSAT.

PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Article L. 4121-2 du Code du Travail

Tout sur le chantier doit être mis en œuvre pour respecter les principes généraux de prévention rappelés ci-dessous :

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail à l'homme ;
5. Tenir compte de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins ;
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs. Ainsi que l'ensemble des dispositions énoncées dans le présent PGC et dans son évolution ultérieure.

Le présent document a pour but de faire connaître aux entrepreneurs ces dispositions au stade de la consultation.

Ces derniers devront en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution aux prescriptions qu'il contient.

OBLIGATIONS EN PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER

1. Article R 4532-56-57

Chaque entreprise réalisant des travaux dans le cadre d'une opération soumise à Coordination SPS **doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)** avant de démarrer toute intervention sur le chantier.

L'entreprise titulaire d'un lot devra fournir au Coordonnateur SPS et à ses sous-traitants son PPSPS, dans les délais fixés par la réglementation.

Le PPSPS devra comporter un certain nombre d'éléments utiles pour les opérateurs du chantier. Une trame de PPSPS se situe en annexe.

2. Article R 4532-63

Dès qu'elles en ont connaissance, les entreprises titulaires de lot indiqueront au coordonnateur SPS les éléments suivants dans leur PPSPS :

- Le nom et l'adresse de l'entreprise ;
- L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ;
- Le nom et qualité de la personne chargée de l'exécution des travaux.

3. Article R 4532-13

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (titulaire ou sous-traitante) procédera à une **inspection commune du chantier** avec le coordonnateur SPS en vue de préciser les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé prises pour l'ensemble de l'opération.

4. Article R 4532-70-71

L'entreprise principale, ainsi que l'ensemble des entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tel qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 4532-8 du Code du Travail procéderont en supplément à une diffusion du PPSPS aux organismes administratifs de prévention.

Toutes les entreprises tiendront leur **PPSPS sur le chantier à disposition** de ces mêmes organismes de prévention.

5. Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L 4532-8 du Code du Travail

1° Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de **chute de hauteur de plus de 3 mètres** [...];
- à un risque **d'ensevelissement ou d'enlèvement** ;

2° Travaux exposant les travailleurs à des **substances chimiques ou à des agents biologiques** nécessitant une surveillance médicale [...];

3° Travaux de **retrait ou de confinement de l'amiante friable**, [...];

4° Travaux exposant à des **radiations ionisantes** en zone contrôlée ou surveillée [...];

5° Travaux exposant les travailleurs au **contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées** ;

6° Travaux exposant les travailleurs à un risque de **noyade** ;

7° Travaux de **puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre** ;

8° Travaux en **plongée appareillée** ;

9° Travaux en **milieu hyperbare** ;

10° Travaux de **démolition, de déconstruction, de réhabilitation**, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes ;

11° Travaux comportant **l'usage d'explosifs** ;

12° Travaux de **montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds** [...];

13° Travaux comportant le recours à des **appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m**, tels que **grues mobiles ou grues à tour**.

RESPONSABILITE DES ENTREPRISES

En application du code du travail, le présent Plan Général de Coordination ne modifie en rien les responsabilités des entreprises.

Les entreprises devront se conformer au PGCSPS, aux différents Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé.

Elles devront prendre les mesures nécessaires pour respecter l'environnement du chantier, les règles de sécurité routière dans la traversée des voies publiques, les règles de l'art dans l'exécution des travaux

FORME ET CONTENU DU PGCSPS

Le présent PGCSPS a pour but de définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Il constitue une pièce du Dossier de Consultation des Entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants (Article R 4532-42 du Code du Travail).

Ce document est « non figé » mais évolutif et doit vivre avec le chantier. Il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration, en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des entreprises (Article R 4532-47-48 du Code du Travail).

L'entrepreneur se charge de la diffusion des règles ou consignes résultant du présent PGCSPS. Il remettra également à chacun de ses sous-traitants un exemplaire du présent PGCSPS.

Le PGC sera conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage (Art. R 4532-51 du Code du Travail).

1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

1.1. Présentation de l'opération

Nature des travaux : Création de la mairie de Sainte-Florence en extension du presbytère

Localisation du chantier : RD 13 - Sainte Florence , 85140 ESSARTS EN BOCAGE

Durée des travaux : 6.00 mois

Plan de situation :



Coordonnées GPS :

- Latitude : 46.796820
- Longitude : -1.150162

1.2. Intervenants

Fonctions	Adresses	Téléphone - Mail
Maître D'Ouvrage Mandataire	COMMUNE ESSARTS EN BOCAGE 51 rue Georges Clemenceau - Les Essarts 85140 ESSARTS EN BOCAGE	Tel : 02 51 62 83 26 Mail : mairie-essarts@essartsenbocage.fr

Fonctions	Adresses	Téléphone - Mail
Maître D'Oeuvre Mandataire	QUATTRO ARCHITECTES 45 rue Jacques Yves Cousteau 85000 LA ROCHE SUR YON	Tel : 02 51 06 97 97 Mail : contact.laroche@quattroarchi.fr

Fonctions	Adresses	Téléphone - Mail
Coordonnateur SPS	Monsieur GERMOND Cyrille Securité Accompagnement Formation Extinct'Feu (S.A.F.E) 1 Bis Rue de l'Arée 85140 ESSARTS EN BOCAGE	Tel : 02 51 31 11 00 Mob : 07 88 42 41 07 Mail : info@safe85.fr

1.3. Organismes de prévention institutionnels

Fonctions	Adresses	Téléphone - Mail
CARSAT	CARSAT Pays de la Loire 2 Place de Bretagne 44932 NANTES	Tel : 02 51 72 84 00 Mail : prevention@carsat-pl.fr
Inspection du travail	DDETS Vendée UC1 Cité Administrative Travot - BP789 85009 LA ROCHE SUR YON CEDEX	Tel : 02 51 45 21 05 Mail : ddets-uc1@vendee.gouv.fr
Inspection du travail	DDETS Vendée UC2 Rue du 93ème RI BP 789 Cité Administrative Travot 85009 LA ROCHE SUR YON CEDEX	Tel : 02 51 45 21 54 Mail : ddets-uc2@vendee.gouv.fr
OPPBTP	OPPBTP PDL 275 Boulevard Marcel Paul Centre d'affaire Exapole - Bat D - 1er étage 44800 SAINT HERBLAIN	Tel : 02 40 49 68 02 Mail : paysdelaloire@oppbtp.fr
Médecine du Travail	RESTEV Rue Newton 85000 LA ROCHE SUR YON	Tel : 02 51 37 06 68 Mail : contact@restev.fr

1.4. Services d'urgence

Organismes	Adresses	Téléphone - Mail
SAMU		Tel : 15 Mail :
Sapeurs-Pompiers		Tel : 18 Mail :
Police Secours		Tel : 17 Mail :
Appel d'Urgence Europe		Tel : 112 Mail :

1.5. Concessionnaires (Extrait Guichet Unique)

Extrait Guichet Unique :

Liste des ouvrages								
Liste des exploitants à contacter - 7 résultats								
Catégorie	Classe	Positionnement	◆ Société, Agence	◆ CP	◆ Commune	◆ Tél. Urgence	◆ Fax. Urgence	◆ Tel. Endom.
S	GAZ	—	GRDF - Direction Réseaux Centre-Ouest CHEZ PROTYS P0475	27091	EVREUX CEDEX 9	0810300360		0247857444
S	ELEC HORS TBT	MIX	SyDEV Direction Infrastructures	69134	DARDILLY CEDEX	0251459320	0251458899	0251459320
S	ELEC HORS TBT	—	ENEDIS-DRPDL-PAYS DE LA LOIRE CHEZ PROTYS P0100	27091	EVREUX CEDEX 9	0181624701		0176614701
NS	ASSAIN	SOU	STGS Service DICT	69134	DARDILLY CEDEX	0233794679	0233793202	0233794679
NS	EAU	SOU	VEOLIA EAU CENTRE OUEST CHEZ SOGEDATA Vendée	69134	DARDILLY CEDEX	0969323529		0969323529
NS	ASSAIN	—	MAIRIE DES ESSARTS SERVICE TECHNIQUE	69134	DARDILLY CEDEX	0760908861		0251628326
NS	FIBRES & ELEC TBT	—	ORANGE - M1 PAYS DE LOIRE Service DICT	69134	DARDILLY CEDEX			0810300111

Ci-dessus la liste des exploitants de réseaux enregistrés à ce jour sur le téléservice « réseaux et canalisations » sur la base des informations établies et fournies par les exploitants. Cette liste est donc établie sous la seule responsabilité des exploitants de réseaux, l'INERIS ne peut donc pas être responsable au titre de l'utilisation de ces données, notamment en cas d'erreur ou d'omission. L'authentification en tant que déclarant est nécessaire afin d'obtenir un numéro de consultation du téléservice « réseaux et canalisations ».

1.6. Administrations

Il incombe à toutes les entreprises intervenantes d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de leurs travaux :

- Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) ;
- Demandes d'Arrêtés Municipaux ;
- Autorisations des divers concessionnaires.

1.7. Liste des entreprises – Lots

N° de lot	Nom du lot
0	Terrassement - VRD - Gros-Œuvre
1	Charpente Bois
2	Couverture - Zinguerie
3	Menuiseries Extérieures
4	Cloisons - Plafonds - Menuiseries Intérieures
5	Carrelage
6	Peinture
7	Chauffage - Rafraichissement - Ventilation
8	Electricité - Courants Forts - Courants Faibles

2. ANALYSES PRELIMINAIRES DU CHANTIER

Environnement du chantier			
Situation du chantier		OUI	NON
Isolé			X
En lotissement			X
En agglomération		X	
En zone Artisanale ou Industrielle			X
En zone commerciale			X
Autre			X
Réseaux avoisinants		OUI	NON
Réseau(x) sensible(s) aérien(s)		X	
Réseau(x) sensible(s) enterré(s)		X	
Réseau(x) non sensible(s)		X	
Environnement du chantier		OUI	NON
Commerces à proximité		X	
Ecoles à proximité		X	
Hôpital à proximité			X
Structure sportive à proximité			X
Travaux concomitants sur parcelles voisines			X
Réseau routier à proximité		X	
Réseau ferroviaire à proximité			X
Autre			X
Voiries d'accès		OUI	NON
Restrictions de circulation (tonnage, largeur, hauteur ...)			X
Sens unique			X
Interdiction de stationner			X
Zone de stationnement à proximité		X	
Autorisation d'utilisation provisoire du domaine publique à demander		X	
Autres situations relevant de l'analyse de risques		OUI	NON
A expliciter			X

Analyse des risques liés à l'ouvrage			
Type de construction		OUI	NON
	Construction neuve	X	
	Rénovation	X	
	Extension	X	
	VRD	X	
Préparation		OUI	NON
	Démolitions préalables	X	
	Désamiantage	?	
	Présence de plomb	?	
	Traitements de sol		X
	Ouvrage(s) enterré(s) (type réservoir EP, ...)		X
	Fondations spéciales		X
	Terrassements en grande masse	X	
	Clôture définitive incluse dans les travaux	X	
	Espaces verts et aménagement voirie	X	
Elévation		OUI	NON
	Eléments préfabriqués		X
	Ossature bois		X
	Béton banché	?	
	Etage(s)	X	
	Vide sanitaire visible		X
	Escalier(s)	X	
	Mezzanine		X
Couverture		OUI	NON
	Toiture terrasse		X
	Toiture tuile	X	
	Toiture ardoise		X
	Bac acier	X	
Energie		OUI	NON
	Panneaux solaires ou photovoltaïques		X
	Raccordement réseau gaz		X
	Géothermie		X
	Aérothermie	X	
Eléments de construction spécifique		OUI	NON
	Réservoir, cuve, silo		X
	Bassin		X
Parcelle		OUI	NON
	Distance entre voirie existante et construction		20m
	Possibilité de stockage	X	
	Possibilité d'approvisionnement direct sur chaque façade		X
	Possibilité d'échafauder sur tout le périmètre	X	
	Possibilité d'utiliser des PEMP	X	
Autres situations relevant de l'analyse de risques		OUI	NON
	A expliciter		X

3. ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

3.1. Préliminaires aux travaux

3.1.1. Déroulement opération

D'une manière générale les travaux se déroulent de la façon suivante ;

- Mise en place de la signalisation d'approche de l'opération
- Mise en place des clôtures de chantier
- Terrassements généraux y compris au niveau de la base vie et des cantonnements
- Empierrements
- Réalisation des réseaux de la base vie
- Réalisation des réseaux primaires
- Mise en place du panneau de chantier
- Mise en place de la base vie
- Démarrage de l'opération.
- Repli des installations et nettoyage du chantier une fois l'opération terminée
- L'ensemble de ces mesures sont soumises aux plannings de l'opération (voir DCE)

3.1.2. Etat des lieux

Afin d'éviter tous litiges ultérieurs, et avant toute intervention sur zone, le titulaire doit se rapprocher de la maîtrise d'ouvrage et/ou des Administrations compétentes (Représentants du Service de la Voirie municipale, de la DDTM ou gestionnaire privé) pour une visite du chantier et l'établissement d'un état des lieux contradictoire s'il est demandé.

3.1.3. PPSPS et Inspection Commune préalable

Les entreprises doivent transmettre leur PPSPS dans les 30 jours qui suivent la signature des marchés. Au plus tard, celui-ci sera remis avant intervention du personnel sur site.

Il devra être présent sur chantier pour lecture au personnel et présentation aux organismes de prévention lors d'éventuel contrôle.

Chaque entreprise devra préalablement à son intervention prendre contact avec le C.SPS afin de réaliser une Visite d'Inspection Commune sur le chantier. Cette visite permettra de revenir sur le PPSPS dans le but d'éventuelles modification. Mais aussi de prendre connaissance des risques réellement présents sur l'opération auquel le personnel peut être soumis, voire peut engendrer sur les autres intervenants.

3.2. Installation de chantier

Elle sera mise en place avant le démarrage du chantier conformément aux réglementations en vigueur.

Un Plan d'Installation de Chantier sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du C.SPS et joint en annexe au présent PGCSPPS. Il mentionnera :

- L'implantation et la composition de l'installation,
- L'implantation des zones de stockage, de matériels et matériaux,
- L'organisation de la circulation pour desservir ces installations de chantiers,

Elle doit pouvoir être accessible en permanence pendant les heures du chantier, par le personnel, les divers intervenants et les organismes.

Composition minimum de l'installation de chantier :

- Un local réfectoire équipé de sièges, de tables, de chauffe-plats, réfrigérateur et d'eau potable.
- Un bungalow équipé d'une table et de chaises en nombre suffisant pour la tenue des réunions.
- Vestiaires pourvus d'armoires individuelles avec chaises ou bancs.

L'ensemble des installations devra être pourvu d'un moyen de chauffage et être nettoyé quotidiennement.

Des extincteurs adaptés seront mis en place (et vérifiés périodiquement) en nombre suffisant dans chaque installation, conformément aux dispositions réglementaires.

Les dimensions et équipements des installations seront déterminés en fonction des besoins réels des entreprises :

Vestiaires (hommes et femmes)	0,8 m2/ salarié
Réfectoires	1,5 m2/ salarié
WC (hommes et femmes)	1 pour 20 salariés
Urinoirs	1 pour 20 salariés
Lavabos	1 pour 5 salariés
Douches (hommes et femmes)	1 pour 10 salariés

Raccordement des divers réseaux concessionnaires si nécessaire (Electricité, eau, assainissement, etc....)

Clôture périphérique de l'ensemble de la zone vie par barrières rigides de hauteur 2,00 minimum de type HERAS ou similaire, avec portail pouvant être condamnée par chaîne et cadenas en fin de journée.

De même les zones de stationnement des engins, des véhicules de chantier et personnels, zones de stockage matériels et matériaux déterminés au préalable seront également clos.

Le nettoyage des locaux et des équipements et la désinfection des sanitaires devront être réalisés quotidiennement. Il en est de même pour l'approvisionnement de papier hygiénique et d'essuie mains. Ne pas oublier l'évacuation des déchets et ordures ménagères recueillis dans des poubelles prévues à cet effet.

Eau potable :

Les travailleurs doivent avoir à disposition une quantité d'eau potable suffisante pour assurer leur hygiène personnelle et leur hydratation. Dans le cas où l'eau courante est impossible, un réservoir d'eau potable d'une capacité suffisante doit être raccordé aux lavabos afin de permettre leur alimentation. Ainsi que la mise à disposition d'eau potable en bouteille.



3.3. Installations obligatoires sur les chantiers du BTP

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire	<p>Local vestiaire (<i>article R4534-139 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Convenablement aéré - Chauffé en saison froide - Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigü) - Nettoyé 1 fois par jour - Exempt de tout stockage de produits et matériaux - Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (<i>article R4534-140 du code du travail</i>).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (<i>articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail</i>):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Chauffé en saison froide - Sol et parois facilement nettoyables - Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - Maintenu en état constant de propreté - Installations séparées si personnel mixte - Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p><u>Vestiaire</u> (<i>article R4228-6 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sièges en nombre suffisant - Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> - Ininflammables - À double compartiment - Munies de serrure ou cadenas
Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (<i>article R4534-141 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 orifice pour 10 travailleurs - Eau potable - Si possible à température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<p><u>Lavabos</u> (<i>article R4228-7 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 lavabo pour 10 travailleurs - Eau potable - Température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches	<p>Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (<i>article R.4228-8 du code du travail</i>). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.</p>	
Eau pour la boisson	<p>Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la Boisson (<i>articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail</i>)</p>	
Cabinets d'aisance, urinoirs	<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (<i>articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés - Chasse d'eau - Éclairage - Chauffage en saison froide - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur - Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412- 149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau - Papier hygiénique - Installations séparées en cas de personnel mixte 	

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois		Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Réfectoire	<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (<i>article R4534-142 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>		<p><u>Si moins de 25 travailleurs</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (<i>articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p><u>Si 25 travailleurs au moins</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (<i>articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail</i>):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Réfrigérateur - 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers - Nettoyage du local et des équipements après chaque repas
1ers Secours	Boite de secours	<p>Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible.</p> <p>Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (<i>articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail</i>).</p>	
	Secouriste	<p>Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (<i>article R4224-15 du code du travail</i>).</p>	

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (*article R4534-145 du code du travail*).

3.4. Milieu dans lequel se déroule l'opération

- Contraintes liées au milieu
 - Chantier situé en agglomération à proximité d'une bibliothèque, école, église, Les intervenants veilleront à générer le moins de gêne possible pour le voisinage (bruit, poussière, stationnement, vibrations, ...)
- Accès, Horaires, Servitudes, ...
 - Accès au chantier par le ou les portails d'accès. Rue Gaston Chaissac ou place de l'Eglise.
- Réseaux
 - Enterrés et aériens : Réalisation des DICT/DT avant intervention. Opération de terrassement par opérateur titulaire de l'AIPR.
- Déconstruction, Démolition, Diagnostic
 - Avant toute opération de démolition, les entreprises veilleront à l'absence de substance dangereuse (plomb, amiante, ...)

- Nature des sols
 - Pollution : Les entreprises veilleront à ne pas entraîner de pollution sur le chantier. Le matériel doit être en bon état et vérifié pour éviter les fuites. Les déchets doivent être évacués régulièrement pour éviter l'accumulation et l'encombrement sur chantier. Les liquides doivent être stockés sur rétention.

3.5. Organisation du chantier

- Accès des personnes autorisées
 - Seuls les intervenants de l'opération à jour de leurs obligations sécurité (documents, visite préalable, EPI, ...) pourront accéder au chantier.
- Branchements et réseaux de chantier
 - A charge des Lots Electricité et Plomberie (Chauffage)
 - Entretien des réseaux du chantier par les entreprises intervenantes
- Clôtures, Accès, Protections des tiers
 - La clôture devra être fermée au départ du dernier intervenant du chantier. Elle ne devra pas représenter de danger pour les personnes présentes sur chantier ou à l'extérieur.
 - Accès au chantier par La Place de l'Eglise ou la rue Gaston Chaissac
- Enlèvement des déchets
 - Quotidien par chaque entreprise les ayant générés
- Zones de stockage, d'approvisionnement et d'évacuation
 - Voir PIC
- Conditions de circulation
 - Horizontales : Les accès devront être maintenus libres de tous matériaux, déchets, ..., et sécurisé pour éviter les chutes de personnes.
 - Verticales : Les entreprises veilleront à utiliser des moyens d'accès sûrs pour accéder aux étages ou couverture type escaliers avec garde-corps.
- Installations de vie
 - Nettoyage quotidien par les utilisateurs
 - Approvisionnement des sanitaires en fournitures hygiène par Lot GO
- Éclairage
 - Chaque entreprise mettra en place l'éclairage complémentaire nécessaire à ces travaux de manière à travailler dans de bonnes conditions et percevoir les risques présents.
- Signalisation
 - La signalisation de chantier devra être visible en toute occasion et pérenne.

3.5.1. Accueil et accès des salariés sur le chantier

Les panneaux d'affichage seront placés en amont et aval des zones en travaux.

Les différents **accès au chantier seront signalés** de façon soignée et permanente par des panneaux de signalisation routière temporaire conformément à la réglementation en vigueur.



L'accès au chantier se fait par la **RD 13 - Sainte Florence**

Une liste des personnels travaillant sur les sites (y compris les travailleurs intérimaires) devra être communiquée par chaque entreprise titulaire et sous-traitante) au Coordonnateur SPS sur sa demande. Elle sera tenue à jour en fonction des mouvements de personnel lors des réunions de chantier hebdomadaires.

Le responsable de l'entreprise présente sur chantier devra procéder à l'accueil et à l'information de ses personnels y compris le personnel intérimaire sur les obligations en matière des sécurités (protections, consignes, etc.) avant le démarrage des travaux.

Tout le personnel employé sur le chantier devra être en règle vis à vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le personnel présent sur chantier devra être en possession d'une **carte professionnelle du bâtiment et des travaux publics** ou à défaut d'un document permettant d'attester l'identité du travailleur.

Dans le cas contraire, le Coordonnateur SPS pourra interdire l'accès au chantier pour les personnes concernées jusqu'à la présentation de ce document.



Le personnel de l'entreprise ainsi que les travailleurs intérimaires doivent avoir reçu une formation pratique et appropriée en matière de sécurité dispensée par les entreprises.

3.5.2. Protections individuelles

Chaque employeur doit mettre à la disposition de son personnel les protections individuelles appropriées lorsque les mesures de protection collective ne suffisent pas.

Une formation à la mise en œuvre, au domaine d'utilisation et aux conditions d'entretien de ces protections devra être réalisée systématiquement pour le personnel nouvellement arrivé sur le chantier (CDD, intérimaires, etc.).

Le **port du casque, des chaussures de sécurité, d'un baudrier ou d'un gilet rétro réfléchissant est obligatoire sur le chantier** quel que soit le délai d'intervention dès que des risques de chutes d'objets, heurt sont possibles.



4. MESURES DE COORDINATION APPLICABLE A L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS EN MATIERE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

4.1. Règles générales

Indépendamment de l'application des prescriptions de sécurité contenues dans les textes réglementaires en vigueur et des consignes édictées par le Maître d'Ouvrage, chaque entrepreneur doit rechercher les mesures de sécurité à prendre pour réduire les risques d'accidents.

Cette recherche doit intervenir aux différents stades de la construction, notamment dans le choix du matériel et les conditions de son utilisation, la conception et la mise en œuvre des dispositions de prévention, l'organisation du chantier, en particulier dans le cas de travaux de superposition qu'il faudra éviter en harmonisant les interventions et en délimitant les zones de travail.

Le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS se réservent le droit, chaque fois qu'ils le jugent nécessaire, d'attirer l'attention de l'entrepreneur ou d'exiger, notamment en cas d'urgence, l'application des dispositions légales et la mise en place de mesures particulières.

Les observations ou adjonctions qui pourraient être ainsi faites, comme l'absence de consignes ou de remarques, ne sauraient en aucun cas dégager l'entrepreneur et ses sous-traitants de leurs obligations, ni engager la responsabilité du Maître d'Ouvrage.

4.2. Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales

La continuité des déplacements piétonniers sera assurée sur l'emprise du chantier et à proximité. Il sera donc mis en place une séparation physique prévenant toute incursion des piétons dans les aires du chantier et de manœuvre des engins en particulier.

La largeur des cheminements piétons ne sera pas inférieure à 1,00 mètre de large.

Chaque entreprise doit maintenir dans des conditions convenables les communications de toute nature traversant le site des travaux notamment la circulation des personnes.

Tout obstacle sera parfaitement visible aussi bien de jour que de nuit

Compléter les clôtures de protection des fouilles ou clôtures périphériques du chantier avec des lisses réfléchissantes si besoin.

Tout empiètement sur la voirie doit faire l'objet de la mise en place d'une signalisation et d'un balisage, s'il est trop important, mise en place d'une circulation alternée.

Avant de commencer un travail sur route ou en bordure de chaussée le balisage et des panneaux de signalisation temporaire de chantier seront mis en place.

Pour être efficace, la signalisation temporaire doit être adaptée, cohérente, crédible, stable, visible et lisible.

Le déplacement et le complément de la signalisation en cours de chantier ne pourront se faire sans accord préalable de l'entreprise propriétaire de l'équipement et de la maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage et C.SPS.

En cas de défaut de signalisation, le Maître d'œuvre la fera immédiatement compléter à la charge de l'entrepreneur par les moyens de son choix pour assurer la sécurité des usagers.

4.3. Manutention matériaux et matériels

4.3.1. Interférence des moyens de levage et de manutention sur le chantier ou à proximité :

Préalablement à leur utilisation, ils feront l'objet :

- D'un examen d'adéquation
- De vérifications périodiques par un organisme agréé (et de la levée des réserves)
- De la mise à disposition des rapports et registre de sécurité
- De la désignation d'un chef de manœuvre (surveillant obligatoire avec EPI adaptés)
- De la communication des consignes de sécurité aux personnels et mise en place d'un balisage
- De la mise en place d'auxiliaires de sécurité en cas de zones interdites de manœuvres (limiteurs de survol, ...)
- De la vérification en charge de ces auxiliaires de sécurité
- De la gestion des dysfonctionnements

Les **conducteurs des engins** devront être en possession de leur **autorisation de conduite à jour** respectant les points suivants :

- Autorisation de conduite signée de l'employeur
- Être à jour de la visite médicale de travail
- Avoir les compétences nécessaires (formation suivie et à jour)
- Avoir reçu les instructions de sécurité spécifiques à l'engin et au lieu d'intervention.
- Porter les EPI adaptés et/ou obligatoires à leur utilisation



4.3.2. Limitation du recours à la manutention manuelle :

Les manutentions manuelles des charges donneront lieu à une évaluation préalable des postes de travail afin de limiter les risques découlant de ces manutentions.

Les principes généraux de prévention devront être étudiés pour rechercher la solution la plus adaptée.

4.4. Protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale

4.4.1. Protections collectives

Chaque entreprise présente installe les protections collectives nécessaires à ses travaux et en assure à ses frais la maintenance, tant qu'elle est présente sur le chantier.

Toute entreprise enlevant une protection collective doit mettre en place une protection au moins équivalente et remettre en place la protection collective d'origine à l'issue de ses travaux, si nécessaire. Toute entreprise identifiée comme étant à l'origine de dégradations des protections collectives se verra imputer les frais de remise en état.

Les modifications importantes feront l'objet d'un additif au PPSPS lequel sera préalablement soumis au coordonnateur.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

4.4.2. Accès provisoires

Les entreprises respecteront strictement les règlements de police, les arrêtés préfectoraux et municipaux, réglementant la circulation des poids lourds et engins de travaux publics, ainsi que les itinéraires d'accès au chantier.

Les abords du chantier seront maintenus dans un état de parfaite propreté.

L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures utiles pour éviter que les camions d'approvisionnement ou d'évacuation de déchets ne salissent les voies de circulation

L'entrepreneur reste seul responsable des dommages et accidents occasionnés par les projections de solides ou liquides et par les chutes de tous matériels et tous matériaux.

4.4.3. Mise en place et utilisation des installations électriques



L'installation électrique du chantier devra être réalisée selon les besoins des intervenants et conformément aux règles de sécurité applicables.

Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront maintenus en permanence fermés. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité

Les armoires et coffrets de distribution basse tension devront comporter un numéro d'identification.

Les coffrets d'alimentation doivent être équipés de disjoncteurs différentiels de 30mA en parfait état de marche.

La mise en place de toute installation électrique devra faire l'objet d'une visite initiale de conformité par un organisme agréé ou une personne compétente, avant la première

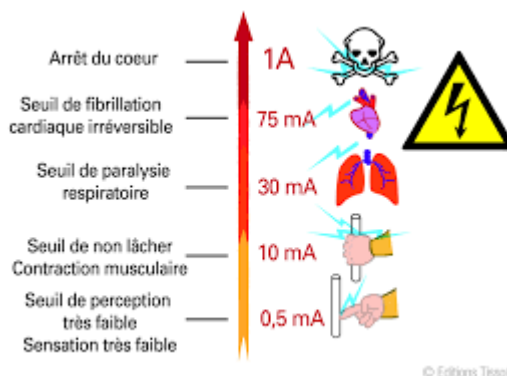
utilisation.

Cette vérification fera l'objet de l'établissement d'un **procès - verbal de vérification dont un exemplaire devra être adressé au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.**

Pendant l'exécution des travaux, les intervenants sur les installations électriques devront être titulaires des habilitations requises, agréés par le Maître d'Ouvrage et respecter les procédures de travail (consignations et autres) suivant la réglementation en vigueur.

Les entreprises ayant besoin d'électricité pour leur intervention devront le faire savoir avant leur arrivée sur chantier pour que le nécessaire soit fait.

Les **rallonges sont limitées à 25m sur chantier** afin de garantir la sécurité des personnes. L'utilisation de **rallonges raccordées les unes sur les autres est interdite** sur chantier afin de limiter le risque de surchauffe et donc d'incendie mais aussi d'assurer au coffret de chantier son rôle de protection.



4.4.4. Eclairage

Dans le cas de travaux de nuit, les niveaux d'éclairage des postes de travail et allées de circulation doivent permettre de distinguer tous les risques susceptibles d'être rencontrés par le personnel de chantier.

Si l'éclairage est insuffisant au poste de travail, l'entreprise effectuant les travaux concernés installera un éclairage complémentaire suffisant et adapté.

4.5. Stockage et élimination des différents matériaux, déchets, matières et décombres

Les zones de stockage seront précisées sur le Plan d'Installation de Chantier. Leur périmètre sera délimité physiquement et l'interdiction d'accès au public sera signalée.



4.5.1. Stockage

Les zones de stockage matériaux et matériel seront définies en accord avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS.

Ils ne devront être ni gênant ni dangereux pour le personnel et les usagers

Les zones de stockage seront intégralement clôturées (barrières type Héras h 2.00m) et les éléments fixés entre eux à l'aide d'attaches spécifiques. Le ligaturage des éléments entre eux est proscrit.

Matières ou substances dangereuses :

Si une entreprise met en œuvre des produits dangereux, elle l'indiquera dans son PPSPS.

Elle y indiquera la nature du danger et adjointra les fiches de données de sécurité des produits et précisera les règles de stockage de ces produits. Dans ce cas une zone de stockage particulière sera définie avec le coordonnateur SPS.

4.5.2. Stockage, élimination ou évacuation des déchets et des décombres



Toutes mesures seront prises pour évacuer au fur et à mesure les déchets et décombres du chantier.

Dans les zones riveraines des circulations piétonnes ou automobiles, le stockage des matériaux dont le réemploi est envisagé sera limité, prévu et indiqué sur le plan d'installation de chantier.

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des gravats, débris et emballages produits par ses travaux.

Elle devra veiller en permanence à la propreté du chantier et à procéder au nettoyage prescrit par le Maître d'œuvre.

Dans le cas de la mise en place du tri sur chantier, chaque intervenant veillera à respecter les règles définies.

Brûlage et enfouissement des déchets interdit.

4.5.3. Enlèvement des matériaux et matières dangereux utilisés

L'enlèvement des matériaux dangereux sera effectué dans une zone sécurisée et par une entreprise agréée.

Dans le cas d'utilisation de produits dangereux par une entreprise (indiqué au PPSPS) celle-ci est responsable de l'enlèvement de tous les excédents ou déchets.

Les huiles usagées et les solvants pollués après utilisation sont également à prendre en compte par l'entreprise.

4.6. Mesures prises en matière d'interaction sur le site

La superposition de tâches est à proscrire.

En cas d'impossibilité technique, organisationnelle de satisfaire à cette mesure, les entreprises concernées contactent la maîtrise d'œuvre, maîtrise d'Ouvrage et le C. SPS afin de mettre en place des mesures de prévention adéquate.

4.7. Ordre et salubrité

Les installations, lieux des dépôts et pistes d'accès provisoires devront être aménagés proprement.

Pendant la durée du chantier chaque entreprise devra :

- Nettoyer les accès aux zones en chantier
- Nettoyer l'ensemble du site où se dérouleront les travaux, enlever les déblais, les gravats, emballages ou matériaux n'étant plus utilisés pour la réalisation des travaux.

Aucun engin ne devra quitter le chantier pour circuler sur la voie publique tant que son état de propreté comportera un risque de souillure des chaussées.

L'entreprise responsable supportera toutes conséquences des au manquement à ces obligations.

4.8. Renseignements pratiques propres au secours

4.8.1. Prévention

Sur le chantier, il devra y avoir en permanence :

- **Un titulaire du brevet de Sauveteur Secouriste du Travail pour 20 salariés** (toutes entreprises confondues), mais, en tout état de cause, **un secouriste minimum par équipe.**



De plus, il faudra :

- Afficher la conduite à tenir en cas d'accident près du téléphone (N° d'appel des secours et conduite à tenir en cas d'accident)
- Afficher la liste des secouristes du travail dans les bureaux et sur les panneaux d'affichage.
- Prévoir l'identification rapide des secouristes (signe distinctif sur le casque...).
- Mettre à la disposition des salariés par chaque employeur une trousse de premier secours facilement accessible et toujours prête à l'emploi.

Le secouriste de l'entreprise devra en assurer la présence, la garde et son réapprovisionnement.

4.8.2. Premiers secours

Un téléphone constamment accessible permettant l'appel des secours se trouvera en permanence sur le chantier et sera tenu à la disposition de tous les intervenants pendant toute la durée du chantier.

Chaque entreprise prévoira la mise à disposition de chaque équipe de son personnel, d'un téléphone portable ou d'un moyen radio efficace en liaison avec les services de secours, à défaut d'un raccordement temporaire des bases vie successives par les services de Télécommunication.

N° d'appel en cas d'urgence :

Pompiers	Tél. 18 (ou 112 pour les portables).
SAMU	Tél. 15 (ou 112 pour les portables).
Police Secours	Tél. 17 (ou 112 pour les portables).



Conduite à tenir en cas d'accident

Tout témoin d'un accident devra :

S'assurer qu'il n'y a plus de danger.
Alerter un secouriste et suivre ses instructions.
Rester près de la victime.

Faire prévenir les secours en indiquant :

- Le type d'accident (chute de hauteur, brûlures, électrisation...).
- Le nom de l'entreprise.
- Le numéro du poste d'appel.
- Le lieu de l'accident et le point de ralliement. Les renseignements disponibles sur l'état de l'accidenté (conscient ou non...).
- Si des produits chimiques sont impliqués dans l'événement. Et tous les autres éléments susceptibles d'aggraver la situation accidentelle.

TRES IMPORTANT

- Envoyer quelqu'un au-devant des secours pour les diriger.
- Ne pas couper la communication avec les secours : attendre que le correspondant raccroche.
- Rester ou laisser quelqu'un auprès du téléphone utilisé pour répondre à un éventuel appel des secours jusqu'à leur arrivée.
- Informer impérativement le responsable entreprise du chantier, le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS.

4.8.3. Incendie

Extincteurs

Ils seront adaptés aux risques, vérifiés et en quantité suffisante.

Seront obligatoirement équipés :

- Les bungalows bureau, salle de réunion, sanitaires.
- Les bungalows vestiaire, réfectoire, magasins (équipés par chaque entreprise titulaire).
- Les véhicules, engins de chantier.
- Les postes de travail comportant des travaux par points chauds : meulage, soudage, découpage (extincteur à proximité immédiate de la zone d'activité). L'établissement d'un permis de feu est à prévoir.



4.9. Epidémie de COVID-19

Afin de limiter la propagation du virus de la Covid-19, chaque intervenant devra rester prudent et continuer à appliquer des règles d'hygiène, comme le lavage des mains, le nettoyage des surfaces et l'aération des locaux.

Les EPI (masque, gel hydroalcoolique, ...) devront être fournis par l'entreprise si un salarié désire conserver ces protections, notamment pour les personnes avec des problèmes de santé particuliers.

En effet, malgré le contexte favorable et la suppression du protocole sanitaire national et du guide de préconisation de l'OPPBTP, le nombre de nouveaux cas positifs à la Covid-19 demeure relativement élevé.

5. MESURES DE COORDINATION AFFECTEES A DES LOTS EN MATIERE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Mesure(s) à appliquer	Détail(s) mesure(s)	Mise à disposition	Entretien
Raccordement des Installations de chantier (téléphone-électricité- Réseau vannes-pluvial...)	Réalisation du raccordement des réseaux pour l'installation de chantier.	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre
Installation de chantier	Fournir un Plan d'Installation de Chantier. Installation et raccordement de la base vie selon les besoins des intervenants, obligations et recommandations en vigueur. Celle-ci comprendra à minima un bloc réfectoire équipé (micro-onde, table, chaises, réfrigérateur, ...) pouvant servir de salle de réunion en plus des sanitaires. Ainsi qu'un vestiaire, bureau de chantier si besoin.	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre
Benne de chantier	Mise à disposition de benne de tri des déchets. Rotation des bennes à prévoir avant que celles-ci ne soient pleines.	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre
Clôtures de chantier	Mise en place de la clôture périphérique de l'ensemble du chantier y compris la zone vie. Clôture avec grilles type Heras 2m de haut menottées entre elles. Portail d'accès au chantier cadenassable. Les grilles ne devront pas comporter d'éléments saillants/blessants en partie basse.	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre
Panneau de chantier	Fourniture et pose du panneau de chantier à réaliser pour faciliter l'intervention des entreprises et la livraison de marchandises. Celui-ci devra être conçu en matériaux résistant à tout effort (tempête, choc, ...) et être stable/ancré en toutes conditions pour éviter un basculement.	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre

	Mise en place de panneaux directionnels pour la localisation simplifiée du chantier.		
Signalisation de chantier	<p>Mise en place de la signalisation de chantier :</p> <p>Panneaux conformes à la signalisation routière pour l'accès et la circulation sur chantier</p> <p>Signalétique obligatoire sur clôture de chantier (Interdit au public, EPI obligatoire, ...)</p>	<p>Lot 0</p> <p>Terrassement - VRD - Gros-Œuvre</p>	<p>Lot 0</p> <p>Terrassement - VRD - Gros-Œuvre</p>
Sanitaire	Mise en place et raccordement des sanitaires en fonction des effectifs présents sur chantier.	<p>Lot 0</p> <p>Terrassement - VRD - Gros-Œuvre</p>	<p>Lot 0</p> <p>Terrassement - VRD - Gros-Œuvre</p>
Entretien des voiries et accès à la construction	<p>Veiller au bon état des voiries d'accès au chantier (absence de nids de poule, évacuation des eaux pluviales, ...)</p> <p>Nettoyage si besoin de la voie d'accès principale au chantier.</p> <p>Réalisation d'un empierrement de l'accès principal dès le début du chantier.</p> <p>Remblaiement des zones d'accès à l'intérieur de la construction pour faciliter les manutentions de matériel, matériaux et minimiser le risque de chutes.</p>	<p>Lot 0</p> <p>Terrassement - VRD - Gros-Œuvre</p>	<p>Lot 0</p> <p>Terrassement - VRD - Gros-Œuvre</p>
Gestion des terres	<p>Evacuation des terres excédentaires dès la phase de terrassement.</p> <p>Talutage des terres stockées et des fouilles pour stabilisation.</p> <p>Réalisation d'une bande de terre nivelée (environ 1m) en périphérie de la construction pour faciliter et sécuriser l'installation d'échafaudages.</p>	<p>Lot 0</p> <p>Terrassement - VRD - Gros-Œuvre</p>	<p>Lot 0</p> <p>Terrassement - VRD - Gros-Œuvre</p>
Protection des fers en attente	Les fers en attente doivent être protégés tant qu'il sont visibles.	<p>Lot 0</p>	<p>Lot 0</p>

	Mettre en place des capuchons ou croiser les fers pour éviter toute blessure.	Terrassement - VRD - Gros-Œuvre	Terrassement - VRD - Gros-Œuvre
Equipements de Protection Individuelle	Fourniture et entretien d'Equipements de Protection Individuelle pour les visiteurs du chantier. Mise à disposition de casques, gilets fluorescents et/ou réfléchissants, chaussures ou coques de sécurité en quantité suffisante.	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre
Eau sur chantier	Mise en place et raccordement d'un ou plusieurs robinets de puisage pour les besoins en eau directement sur le chantier. Nombre et emplacement des robinets à déterminer avec les autres intervenants.	Lot 7 Chauffage - Rafraichissement - Ventilation	Lot 7 Chauffage - Rafraichissement - Ventilation
Installations électriques du chantier (coffret électrique et éclairage provisoire)	Installation et raccordement de coffret(s) de chantier et d'éclairage de chantier éventuel conformément aux règles en vigueur. Vérification des installations électriques à réaliser et transmettre aux C.SPS.	Lot 8 Electricité - Courants Forts - Courants Faibles	Lot 8 Electricité - Courants Forts - Courants Faibles
Protections collectives contre les chutes	Mise en place et entretien des équipements de protection collective de type Garde-corps avec lisses intermédiaires et plinthes résistants à l'effort.	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre	Lot 0 Terrassement - VRD - Gros-Œuvre

6. COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. Tout intervenant sur chantier

Chaque entrepreneur est tenu de réfléchir aux problèmes de sécurité.

Il est de sa mission de faire toutes les propositions visant à réduire les risques encourus par son propre personnel ou par celui des autres entreprises du fait de son propre travail ou celui des autres.

Des réunions de travail pourront être organisées par le coordonnateur à l'initiative d'un entrepreneur ou travailleur indépendant sur des sujets précis concernant l'hygiène et la sécurité.

Les travailleurs indépendants exerçant une activité sur le chantier sont assujettis aux mêmes règles que les entreprises en matière de santé et sécurité. Le PGC leur est applicable.

6.2. Entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Rappel de la nécessité d'établissement du PPSPS par l'entreprise après inspection commune avec le coordonnateur, et avant les travaux.

6.3. Prestations type « location avec chauffeur »

Il est impératif que les acteurs de ces prestations aient une passation effective des consignes de sécurité et d'hygiène de chantier par l'entreprise qui les emploie.

6.4. Prestataire de service

Il est impératif que les acteurs de ces prestations aient une passation effective des consignes de sécurité et d'hygiène de chantier par l'entreprise qui les mandate.

7. MISSION COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Le Coordonnateur, sous la responsabilité du Maître d'ouvrage, conformément au Décret n°94-1159 (26 / 12 / 94)

Le Coordonnateur S. P. S. a pour mission :

- L'élaboration et le suivi du PGCSPS.
- La collecte des éléments nécessaires jusqu'à la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage.
- L'ouverture et la tenue du Registre - Journal de la Coordination mentionnant :
Les comptes-rendus des Inspections Communes.
Les consignes à transmettre et les observations particulières qu'il fait viser par l'entreprise concernée et le Maître d'Ouvrage quand cela est nécessaire.
Les observations ou notifications à transmettre pour visa au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Œuvre.
Les noms et adresses des entrepreneurs contractants
- L'information en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.
- Le suivi de l'application correcte des mesures de coordination qui ont été définies.
- La prise en compte des interférences possibles entre les interventions des différents intervenants
- L'application par les entreprises des dispositions nécessaires et suffisantes pour que l'accès au chantier ne soit rendu possible qu'aux seules personnes autorisées.

Le coordonnateur informe les entreprises de toute évolution notable ayant une incidence sur la sécurité de chantier :

Il informe également le Maître d'ouvrage de toute anomalie constatée afin que celui-ci prenne les mesures nécessaires :

La diffusion de ces informations est consignée sur le Registre-Journal de Coordination.

A la demande du Maître d'ouvrage l'entreprise établira une fiche hebdomadaire de suivi de chantier reprenant :

- Le nombre d'heures travaillées.
- Les incidents et accidents de chantier.
- Les intempéries.

DECLARATION PREALABLE

La déclaration préalable établie par le Maître d'ouvrage et transmise aux organismes (Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP) sera affichée sur le chantier.

INSPECTIONS COMMUNES

Préalablement à l'intervention ou à toute modification d'activité de l'entreprise (y compris les sous-traitants), le Coordonnateur SPS procède à l'Inspection Commune avec le représentant de cette entreprise.

Au cours de cette inspection, il organise la coordination des activités simultanées ou successives. Des précisions sont apportées en fonction des caractéristiques des travaux projetés par l'entreprise sur les consignes à observer ou à transmettre ainsi que les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette Inspection Commune est préalable à toute remise du PPSPS. Elle donne lieu à un compte-rendu d'inspection, transmis à l'entreprise et au Maître d'Ouvrage.

Ce document est enregistré dans le Registre - Journal de Coordination.

PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S)

Avant le début de l'exécution des travaux dont elle a la charge, quelle que soit la durée de son intervention sur le site, chaque entreprise, entreprise sous-traitante comprise, est tenue de remettre un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) au Coordonnateur et au Maître d'Ouvrage.

Les entreprises titulaires des lots disposent d'un délai de 30 jours pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé à compter de la réception de leur contrat signé par le Maître d'Ouvrage.

Nota :

L'entrepreneur devant exécuter des travaux à risques particuliers (liste prévue à l'article L.4532-8) adresse également un exemplaire de son PPSPS à l'inspection du travail, à la CARSAT et à l'OPPBTP.

Chaque entreprise titulaire doit tenir sur chantier à la disposition des organismes, un exemplaire de son PPSPS. Il est conservé par l'entrepreneur pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

L'entrepreneur peut s'appuyer sur le guide de rédaction du PPSPS établi par l'OPPBTP sous la référence A1 G 11 19 datant de mars 2019. Il contient 26 fiches Aide-Mémoire recensant les risques et préconisations de sécurité selon l'activité réalisée.

Le coordonnateur de l'opération peut apporter assistance à la rédaction du présent document et transmettre le guide de l'OPPBTP sur simple demande.

Pour justifier et préciser les dispositions envisagées, le PPSPS :

- Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus, dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs occupés sur le chantier.
- Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du chantier. Il indique les mesures de protection collective, ou à défaut individuelle, adoptées pour parer à ces risques, ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent. Il précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.
- Des avenants au PPSPS destinés à permettre la coordination de la sécurité sur le chantier seront établis à chaque fois qu'il y aura changement d'activité par l'entreprise ou modification des conditions d'environnement de la réalisation des travaux.
Ces avenants seront rédigés à l'issue de l'Inspection Commune organisée avec le C. SPS.
Ils prendront en compte les dispositions convenues pendant l'inspection Commune.

LISTE DES ANNEXES DU PGC

Nom de l'annexe
Trame PPSPS OPPBTP
Affichage secours OPPBTP
PIC Ind.0 - Installation de chantier